

## UNE MARCHÉ À ALGER EST PRÉVUE POUR DIMANCHE

## Les Patriotes maintiennent la pression

**On les appelait les Patriotes, terme de valeur expressément choisi pour désigner ces milliers de civils ayant décidé de prendre les armes pour résister au fléau le plus terrible qu'ait eu à connaître l'humanité et l'Algérie en particulier. Aujourd'hui, ces Patriotes se sentent lésés, presque humiliés et surtout écartés d'une histoire pas encore écrite. Déterminés à se battre jusqu'au bout, ils maintiennent leur intention de marcher ce dimanche, 5 mars, sur Alger, pour faire valoir leurs droits.**

**Abla Chérif - Alger (Le Soir)**

- «Cette fois-ci, nous serons 5 000 au bas mot», confie le président de l'Organisation nationale des patriotes, cette association mise sur pied quelques années en arrière pour faire prévaloir des droits dans lesquels les concernés se sentent lésés. Des droits ? «Nous en avons, ce n'est pas nous qui le disons mais la loi, une loi votée à l'APN et inscrite dans les textes officiels. Et quand bien même il n'y avait pas ces textes, n'avons-nous pas droit à un minimum de reconnaissance, d'aide, peut-on tuer un passé de cette façon, nous ôter le mérite de cette partie de notre vie passée dans la peur, le feu et le sang ?» lancent des Patriotes qui ont tenu à prendre attache avec le journal pour «raconter».

Les récits s'enchaînent, à voix basse, les souvenirs remontent. Ceux de nuits d'enfer

passés à épier le moindre mouvement suspect, cris de chiens, ou ceux passés dans le crépitemment des balles, dans des accrochages ou des face-à-face avec des attaquants (les terroristes) venus avec la ferme intention de décapiter, égorger, brûler et emporter les femmes des villages où leur mission était de monter la garde.

Les confidences éloignent du sujet, de la marche prévue pour le 5 mars, mais il est des moments où tout remonte. «Mais rien n'est jamais parti, les souvenirs sont indélébiles», enfouis dans des mémoires qui livrent des bribes d'un passé encore vivace dans des cauchemars nocturnes, ou inscrits à jamais dans des chairs meurtries, perforées par des balles puis froissées par le passage du temps ou amputées d'un membre, d'une partie du corps. «Et puis il y a le regard de l'autre, des



Les Patriotes vont marcher le 5 mars à Alger.

autres, ceux qui ne comprennent pas, qui ne savent rien de cet enfer dont nous sommes rescapés, ou pire encore, celui de nos proches, de nos mères encore vivantes, de ces enfants qui ont vu leurs parents se faire découper à la hache, comme dans un film d'horreur et qui ne comprennent pas pourquoi il en est ainsi aujourd'hui. Pourquoi le vaillant père, frère n'est pas inscrit parmi la liste des héros que l'Algérie glorifie».

Des gorges se serrent, des larmes coulent vite ravalées. Des larmes qui ne procurent pas la honte, car elles traduisent la souffrance. «Nous sommes les Patriotes». Le mot pesait lourd à

l'époque, lorsque des villages entiers soumis à la menace de hordes déshumanisées ont à nouveau dû se repeupler, rouvrir une ou deux classes d'école, monter un cabinet de médecin et recomposer un cheptel décimé (même les animaux n'échappaient pas aux groupes terroristes).

Les Patriotes racontent, parlent, s'épanchent, mais se méfient. «On nous a divisés ces dernières années, on ne peut pas tout vous raconter pour éviter des ennuis supplémentaires, mais depuis la marche de 2014 ils ont essayé de casser l'organisation». Qui «on» ?

«Je ne sais pas, ne me deman-

dez pas vous savez tout. Nous, ce que l'on sait c'est que nous allons continuer à nous battre pour nos droits». Lesquels ? «Des droits sociaux, une retraite digne surtout pour ceux qui ont perdu leur emploi pour prendre les armes. Une loi a été votée à l'APN pour stipuler que toutes les personnes s'étant engagées auprès de l'Etat pour défendre les intérêts du pays ont droit à une retraite exceptionnelle». Où se situe le blocage ? «Le problème vient du ministère de la Défense qui a déclaré, suite à la promulgation de cette loi, que nous avions pris des armes uniquement pour défendre nos propres personnes.

C'est faux et même si l'on ne nous croit pas il existe des P-V signés des autorités de l'époque pour attester de notre participation à la guerre qui a été menée contre les groupes terroristes. C'est nier une évidence flagrante». La marche sera pacifique, assure-t-on, mais l'itinéraire restera secret jusqu'au jour indiqué «pour éviter d'être cassés». Aujourd'hui, les sections Est de la coordination ont prévu de se rassembler devant le commissariat de Constantine où un kamikaze a tenté de se faire exploser il y a trois jours...

A. C.

## L'ENGAGEMENT DU MINISTRE DE LA SANTÉ N'A PAS CONVAINCU

## Les étudiants en pharmacie poursuivent leur grève

**L'engagement du ministre de la Santé de jeudi dernier à prendre en charge l'ensemble des revendications légitimes des étudiants en pharmacie n'a visiblement pas convaincu. Les protestataires qui menacent d'entamer une grève de la faim à partir de la semaine prochaine, refusent toujours de mettre fin à leur mouvement entamé depuis le mois de novembre dernier.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir) -**

Les étudiants des départements de pharmacie et de chirurgie dentaire à travers le territoire national vont-ils vers une année blanche ? Ces derniers sont en grève depuis la rentrée, après seulement six semaines de cours dispensés, et ne comptent pas rejoindre les bancs des campus de sitôt. Pourtant, une délégation de ces étudiants a été reçue à deux reprises. Une première fois par le Premier ministre et une seconde fois par le ministre de la Santé.

Les deux ministres ont pris des engagements. Une démarche insuffisante pour les étudiants qui ont déjà fait l'expérience en 2011, lors de leur premier mouvement de grève, des promesses non tenues. Les communiqués rendus publics par les deux départements ministériels assurant d'une ouverture de dialogue avec les protestataires en vue de trouver une solution n'est donc pas, selon eux, une réponse concrète à leurs préoccupations. Pour rappel, le ministre de la Santé a assuré que plusieurs des revendications des étudiants ont été déjà prises en charge et les autres le seront bientôt notamment avec la promulgation

de la nouvelle loi sanitaire. Il a annoncé aussi l'ouverture d'un concours pour 200 postes budgétaires pour le recrutement de pharmaciens généralistes et que 180 médecins généralistes, chirurgiens dentistes et pharmaciens sont actuellement en formation en qualité de praticiens inspecteurs et un autre concours aura lieu pour renforcer le nombre de pharmaciens inspecteurs à l'effet de mieux encadrer la profession.

Le même département a aussi indiqué dans son communiqué qu'il engagera avec le département de l'enseignement supérieur un travail de réflexion pour maîtriser les flux et les filières de formation post graduée en pharmacie pour que le produit de la formation soit en adéquation avec les besoins du secteur de la santé et ceux du marché du travail. Concernant le problème d'ordre strictement pédagogique du stage en pharma-

cie hospitalière, le ministère de la Santé a assuré qu'il offre toutes les facilités pour l'accueil des étudiants dans les structures publiques de santé et rappelle que le dossier de la pharmacie hospitalière bénéficie d'une grande attention et qu'une réforme en profondeur a été engagée par le secteur pour que la place, les missions et le rôle du service de pharmacie hospitalière soient en rapport avec l'importance stratégique des produits pharmaceutiques en termes de sécurité d'utilisation et de maîtrise du circuit du médicament.

Des annonces qui sont loin de rassurer les étudiants qui veulent des engagements concrets à leurs revendications pédagogiques avant de sursoir à leur mouvement. D'ailleurs, ils comptent durcir le ton en entamant une grève de la faim à partir de la semaine prochaine.

S. A.



Les étudiants en pharmacie menacent d'entamer une grève de la faim à partir de la semaine prochaine.

## LE MOUVEMENT NE S'ESOUFFLE PAS

## L'Intersyndicale tracera samedi une nouvelle feuille de route

Le mouvement de l'Intersyndicale est loin d'être essoufflé. Après une série de rassemblements et la marche du 27 février dernier à Tizi-Ouzou, les syndicats autonomes se réuniront samedi prochain pour faire une évaluation de leur mouvement et décider de la prochaine étape.

«Nous ne reculons pas et notre mouvement est maintenu tant que le problème de la nouvelle loi sur la retraite n'est pas réglé», a assuré Idir Achour porte-parole du Conseil des lycées d'Algérie (CLA).

Quelle feuille de route pour l'Intersyndicale ? Pour le moment les syndicats n'ont privilégié aucune piste. «Nous allons discu-

ter entre nous et voir quelle est la meilleure action à entreprendre», a indiqué ce syndicaliste. La réunion de la tripartite du 6 mars prochain et le nouveau code du travail seront aussi au menu de la réunion de l'Intersyndicale. Les syndicats autonomes disposent désormais, chacun, d'une copie du projet du nouveau code du travail.

Première du genre, le gouvernement a décidé d'impliquer les syndicats autonomes, au côté de la Centrale syndicale, dans l'élaboration de ce nouveau projet. Une reconnaissance et une victoire dont les syndicats autonomes se félicitent.

S. A.